EESC info

European Economic and Social Committee

A bridge between Europe and organised civil society

December 2023 | FR

«The Grassroots View» — S4, épisode 3 — COP 28: Dubaï apportera-t-elle les réponses tant attendues?

Bienvenue à «The Grassroots View», le podcast du Comité économique et social européen. Dans cet épisode, nous plongeons dans les profondeurs de la COP 28 à Dubaï, où le monde converge pour se pencher sur la question pressante du changement climatique. Nous donnons la parole à plusieurs voix pertinentes dans ce domaine: **Anna Gumbau**, journaliste spécialiste des questions climatiques, **Diandra Ní Bhuachalla**, déléguée de la jeunesse du CESE, **Willem Vriesendorp**, fondateur et CEO de *Sustainable Public Affairs*, et **Jule Könneke**, de l'Institut allemand pour les affaires internationales et la sécurité.

Nous commençons par le point de vue d'Anna Gumbau sur le choix controversé de Dubaï comme lieu de rencontre, en abordant les défis auxquels les journalistes sont confrontés pour couvrir les manifestations hautement importantes de ce type. Diandra Ní Bhuachalla met en lumière l'urgence d'écouter la voix des jeunes dans les débats relatifs au climat et fait part de leur espoir de voir adopté un traité de non-prolifération des combustibles fossiles. Willem Vriesendorp souligne la nécessité pour les entreprises de jouer un rôle de chef de file en matière de durabilité, tandis que Jule Könneke examine les dimensions sécuritaires de la politique climatique et le rôle de la société civile. (tk)

This page is also available in:

- ES
- BG
- CS
- DA

Available Languages:

ES BG CS DA EN DE ET FR EL GA HR IT LV LT HU MT
NL PL PT FI RO SK SL SV

ÉDITORIAL



Éditorial

Chères lectrices, chers lecteurs,

Alors que nous nous dirigeons vers la fin de cette année 2023, je voudrais prendre le temps de marquer une pause et de réfléchir aux jalons importants que notre Comité a su poser cette année.

Lors de mon entrée en fonction, en avril, je me suis engagé à **faire du CESE une plate-forme plus inclusive et ouverte**, où les Européens, les **jeunes** en particulier, pourraient exprimer leurs préoccupations et leurs opinions. Je suis fier de dire que le Comité a progressé à grands pas en ce sens et qu'il est à présent, de toutes les institutions de l'Union européenne, le premier à avoir instauré l'évaluation d'impact de l'UE du point de vue des jeunes, dès lors que certains d'entre eux participeront dorénavant au processus

d’élaboration de nos avis, en nous faisant connaître leurs points de vue sur des sujets essentiels pour leur avenir, qu’il s’agisse des mondes virtuels, de l’économie ou de la démocratie. Le «groupe du CESE sur les jeunes» suivra ces activités de près et sera le fer de lance des initiatives que notre Comité mène en rapport avec la jeunesse.

Nous avons appelé à la conclusion d’un **pacte bleu de l’UE**, à savoir une stratégie globale de l’eau pour l’Europe. Il s’agit d’un enjeu que notre assemblée s’emploie collectivement à faire figurer parmi les priorités politiques de la prochaine Commission européenne. Je pense que nous avons créé ainsi une dynamique, que nous nous devons d’entretenir. Ce pacte bleu de l’UE intervient à un moment crucial, dans un contexte où sécheresses, inondations et vagues de chaleur se multiplient. L’Europe a, d’urgence, besoin d’une approche spécifique et transversale concernant sa gestion des ressources hydriques, car le temps nous est compté.

L’Europe est confrontée à un nouvel environnement géopolitique et, comme l’a dit la présidente von der Leyen, nous devons répondre à l’appel de l’histoire. Je suis fermement convaincu que des actes concrets doivent être posés en faveur des pays candidats à l’adhésion à l’Union européenne. Le CESE assume son rôle à cet égard, en montrant la voie et en intégrant progressivement ces États qui souhaitent rejoindre l’UE. Nous avons décidé d’une initiative sur les «**membres de pays candidats à l’élargissement (MPCE)**», en vertu de laquelle des représentants de la société civile de pays candidats à l’adhésion à l’Union européenne seront, dès 2024, associés à nos travaux consultatifs. J’ai eu l’occasion de m’adresser à la société civile de la région des Balkans occidentaux, lors du forum de la société civile à Thessalonique, ainsi qu’à celle d’Ukraine durant ma récente visite à Kiev. Mon message a été clair: **le CESE est un partenaire crédible, qui donne à ses engagements une traduction tangible**. J’ai la conviction que nous nous trouvons là sur la bonne voie à suivre.

Les éléments que je viens de relever ne sont que quelques-uns des points marquants de 2023, mais je voudrais encore une fois vous dire que ces jalons n’auraient pu être posés sans l’effort collectif de toute notre maison, membres et personnel confondus. Permettez-moi de vous remercier de vous être montrés aussi résolus et engagés pour vous faire la voix de la société civile.

Si nous tournons nos regards vers cette nouvelle année que nous nous apprêtons à accueillir, nous pourrons également saluer les débuts de la présidence belge au Conseil de l’Union européenne. Tout en tenant en premier lieu à adresser mes remerciements à nos collègues espagnols pour leur travail acharné et leur dévouement du début à la fin de la présidence assumée par leur pays, je me réjouis de travailler de concert avec celle de la Belgique.

Je vous souhaite d’excellentes journées festives, et j’ai hâte de poursuivre l’année prochaine sur la lancée de ces grandes réalisations!

Oliver Röpke

Président du CESE

À VOS AGENDAS

13 et 14 décembre 2023, Bruxelles

Session plénière du CESE

15 décembre 2023, Bruxelles

Comment promouvoir la mise en œuvre de la vision à long terme pour les zones rurales de l'UE?

18 décembre 2023, Bruxelles

La voie à suivre pour l'économie de l'UE en 2024

DROIT AU BUT

«Droit au but» accueille Diandra Ní Bhuachalla, qui représentera le Comité économique et social européen en tant que délégué de la jeunesse du CESE aux sommets de la COP en 2023 et 2024.

Diandra Ní Bhuachalla est la déléguée de la jeunesse du CESE à la COP 28 et la COP 29. Elle est également l'ambassadrice mondiale des générations futures désignée par le bureau de la commissaire pour les générations futures du Pays de Galles et par Fondations pour demain, membre du réseau «SDG4 Youth & Student» de l'UNESCO, et collabore avec le programme «Common Futures Conversations» de Chatham House. Diandra a été la représentante de la jeunesse auprès des Nations unies pour l'Irlande (2021-2022), et travaille désormais avec le Conseil national de la jeunesse d'Irlande en coordonnant les programmes respectifs des Nations unies et de délégué de la jeunesse pour le climat. Depuis une douzaine d'années, ses actions de sensibilisation menées aux niveaux local, national et international mettent l'accent sur l'égalité entre les hommes et les femmes, une éducation de qualité, la justice climatique ainsi que la paix et la sécurité. Titulaire d'une licence en administration publique et d'une licence de droit, Diandra possède également un master en politiques publiques internationales et en diplomatie de l'université de Cork.



«SI LES RÉCENTES CATASTROPHES CLIMATIQUES NE SUFFISENT PAS POUR ABOUTIR À UN ACCORD LORS DE LA COP 28, QUE FAUDRA-T-IL?»

En tant que jeune déléguée qui assiste à sa première COP, je l'aborde avec un esprit ouvert, teinté d'un optimisme naïf. Les températures mondiales ont augmenté pour dépasser les niveaux préindustriels de 2 degrés cette semaine. Si ce phénomène, combiné aux terribles inondations, incendies de forêt,

sécheresses et tremblements de terre que nous avons connus en cette seule année dans le monde, ne suffit pas pour parvenir à un accord sur la fin de l'utilisation des combustibles fossiles, conformément à la proposition de traité sur la non-prolifération des combustibles fossiles, je ne sais pas ce qu'il faudra.

Notre délégation saisira cette occasion pour axer ses travaux essentiellement sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, le programme de travail pour une transition juste et le financement de l'action climatique. Mes intérêts personnels compléteront ces thèmes, parmi lesquels figurent la justice climatique et le croisement entre le changement climatique et l'égalité des genres ainsi que la paix et la sécurité.

Malgré l'accès limité des jeunes aux salles de négociations, je crois que nos voix jouent un rôle essentiel dans la production des résultats de la COP 28. Je salue la pression incessante exercée par les jeunes sur les décideurs pour les accords climatiques dont nous disposons aujourd'hui, même s'ils sont encore en deçà de ce qui est réellement nécessaire. Je pense que la voix des jeunes a autant de valeur que celle des autres et devrait être entendue, en particulier parce que nous allons payer le prix de l'inaction climatique pendant le plus longtemps.

Ma passion pour l'action climatique trouve son origine dans trois facteurs:

- la prise de conscience du fait que le changement climatique s'opère de manière indifférente et exacerbe d'autres problèmes tels que l'égalité des genres ou encore la paix et la sécurité;
- l'abondance d'informations à portée de main qui donne aux jeunes les moyens de s'éduquer eux-mêmes et de prendre conscience de l'impact mondial du changement climatique;
- la frustration face au défaut d'action climatique de la part de décideurs, qui nous pousse à exiger un changement.

À la COP 28, j'attends avec impatience de rencontrer des personnes de diverses origines, d'entendre leurs histoires, de partager mes connaissances et de raviver mon espoir pour l'avenir. Je redoute toutefois la possibilité que cet enthousiasme se transforme en crainte selon l'adéquation et la mise en œuvre des mesures convenues.

«UNE QUESTION À …»



Une question à…

Pour notre rubrique «Une question à…», nous avons demandé à **Dovilė Juodkaitė**, membre du CESE, de nous parler de son récent avis concernant la révision de la directive européenne sur la protection et les droits des victimes de la criminalité.



«Renforcer les droits des victimes et leur apporter soutien et protection dans toute l'Union»

CESE info: Selon les données de la Commission européenne, 15 % des Européens sont victimes de la criminalité chaque année. Les victimes n'ont pas accès à l'information, ni à des mesures de soutien et de protection. Quelles sont les propositions du CESE sur l'établissement de normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité?

Dovilė Juodkaitė: La proposition de révision de la directive sur les droits des victimes présentée par la Commission européenne entend renforcer les droits, le soutien et la protection des victimes dans toute l'Union. Elle vise des éléments essentiels à la sauvegarde des droits des victimes tout au long de la procédure judiciaire — accès à l'information, aide personnalisée, droits procéduraux et indemnisation. Le CESE soutient la proposition et met l'accent sur des mesures particulières d'amélioration.

Bien qu'il convienne de ne pas hiérarchiser les victimes et les types d'infractions, certaines victimes peuvent avoir besoin d'une aide supplémentaire. Le CESE approuve les modifications apportées pour améliorer l'évaluation personnalisée des victimes et soutient les mesures spécifiques pour les victimes vulnérables, notamment les enfants et les personnes handicapées.

Eu égard aux différences entre les États membres, le CESE suggère à la Commission d'élaborer des lignes directrices détaillées sur l'évaluation afin de clarifier les obligations des autorités, en imposant des exigences plus strictes en ce qui concerne la formation des professionnels aux droits des victimes et l'accès à l'information. Le CESE déplore l'inclusion des problèmes de santé mentale dans la liste des infractions et des comportements dangereux lorsqu'il s'agit de déterminer les risques que présente l'auteur de l'infraction, et plaide pour qu'ils soient supprimés de cette liste. Seuls les facteurs liés à la dangerosité d'une personne devraient y figurer, de manière à éviter toute discrimination envers celles et ceux souffrant de troubles de santé mentale.

La directive insiste sur la possibilité pour les victimes, essentielle à leur participation active à la justice, de demander le réexamen des décisions judiciaires en toute indépendance. Le CESE demande instamment que les victimes soient rapidement informées de ce droit et que la procédure de réexamen soit accélérée. Il est également favorable aux dispositions visant à améliorer l'accès à l'indemnisation en temps utile, en faisant obligation à l'État de verser l'indemnisation dès que le jugement a été rendu avant de la récupérer ultérieurement auprès de l'auteur de l'infraction.

La mise en œuvre de la directive est cruciale pour que les droits des victimes soient protégés de manière cohérente dans toute l'Union. Le CESE invite instamment les États membres à financer correctement la

transposition et la mise en œuvre de la directive, et souligne à cet égard le rôle de la Commission, qui peut renforcer les fonds européens et aider les États en leur proposant des normes communes et des modèles communs de communication des données collectées. Il suggère que des études et des enquêtes sur les victimes soient menées conformément à une méthodologie unifiée et que les services d'aide aux victimes et les organisations de la société civile soient associés à l'élaboration de normes et de formats de rapport. Il importe d'assurer la continuité des travaux de la plateforme des droits des victimes établie dans le cadre de la stratégie 2020-2025 en matière de droits des victimes, de manière à guider et aider les États membres dans la transposition et la mise en œuvre de la directive. Par conséquent, le CESE invite la Commission à adopter la prochaine stratégie et les États membres à mettre en place des stratégies ou programmes nationaux sur les droits des victimes et à renforcer la coordination et la coopération pour les dossiers transfrontières.

Si la révision de la directive est un pas dans la bonne direction, le CESE souligne que certains points peuvent encore être améliorés et invite la Commission et les États membres à veiller à ce que cette révision garantisse la justice pour toutes les victimes.

DEVINEZ QUI EST NOTRE INVITÉ



L'invité surprise

Dans la rubrique «L'invité surprise» de notre lettre d'information, nous donnons la parole à des personnes extraordinaires du monde de la culture, de la politique, des sciences, des médias et de la vie publique dont les activités, l'engagement et le dévouement sont sources d'inspiration grâce à leurs histoires et témoignages.

Notre invité du mois de décembre est **Willem Vriesendorp**, le fondateur et directeur de #SustainablePublicAffairs. Il fait part de son point de vue sur la COP 28 qui s'est tenue à Dubaï du 30 novembre au 12 décembre cette année et sur la question du changement climatique. De telles conférences peuvent-elles contribuer à changer le regard des citoyens à l'égard du changement climatique, ou les rendront-elles plus sensibles et plus attentifs au changement climatique et à ses conséquences pour la planète? La COP 28 est la 28^{e} réunion annuelle des Nations unies sur le climat où les gouvernements débattent de la manière de limiter le changement climatique et de se préparer à ce changement pour l'avenir.

Willem a été désigné comme l'un des meilleurs consultants en affaires publiques par «Best in Brussels» et «Mace Magazine». Cette année, il a été annoncé comme l'un des 40 principaux influenceurs de Politico à Bruxelles.



«L’heure est venue de passer à l’action»

Par Willem Vriesendorp

La durabilité ne deviendra réalité que si elle résulte d’un processus démocratique. Chaque année, les parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) se réunissent et cette rencontre est en soi positive. La conférence des parties (COP) est un dialogue indispensable et elle témoigne de notre confiance dans la possibilité d’une solution démocratique.

Nous constatons que le facteur temps est souvent négligé dans le débat sur la durabilité. Je ne prends aucun risque en affirmant que personne ne s’oppose à la durabilité environnementale, mais il existe des différences dans le niveau d’ambition affichée quant au temps nécessaire pour atteindre certains seuils et objectifs. La COP devrait être un accélérateur de ce processus, mais elle risque également de produire l’effet inverse si elle tient lieu de simple forum de discussion, principalement axé sur les symptômes et non sur la racine du problème. Elle aurait alors un effet négatif et reviendrait à pratiquer une écologie de façade.

Selon notre souhait, trois éléments devraient émerger de la COP 28. Tout d’abord, un plan d’action concret visant à mettre un terme aux investissements dans de nouvelles énergies fossiles et à abandonner, progressivement mais dans un bref délai, l’utilisation des sources d’énergie fossiles existantes. Ensuite, un accord sur les pertes et dommages. Les épaules les plus larges doivent porter les charges les plus lourdes, sans aucun doute, en particulier parce que l’Occident a monnayé des biens publics au profit d’intérêts privés pendant des siècles. Nous devons donc parvenir à un accord sur les pertes et les dommages, mais à cette fin, les pays du Nord doivent accepter de payer. Enfin, une révision en profondeur des marchés et des systèmes de capitaux mondiaux. Nous devons fixer un prix pour les externalités environnementales et la pollution, de sorte qu’il devienne plus difficile de financer des projets polluants.

Cette COP sera particulièrement intéressante en ce qu’elle diffusera les résultats du premier bilan mondial et, inutile de le préciser, nous sommes sur une très mauvaise pente. Samedi dernier, pour la première fois de l’Histoire, la température moyenne de la planète indiquait un réchauffement supérieur à + 2 °C. Le phénomène a à peine été remarqué. Une action immédiate est nécessaire. La présidence de la COP 28 devra faire preuve d’une autodiscipline et d’une prévoyance extrêmes, car sa mission équivaut à se rendre dans le meilleur restaurant de viande du quartier et à y plaider à la fois pour l’interdiction de la vente de viande et pour une loi qui n’autorise que les produits d’origine végétale.

Il n’existe pas beaucoup d’exemples de dirigeants qui savent se tenir en retrait et Daniel Kahneman, qui étudie les sciences comportementales, nous dit que de telles qualités d’autodiscipline et de prévoyance sont très rares et presque impossibles à réunir humainement.

C’est la raison pour laquelle nous devons créer une pression extérieure et c’est ici que les organisations de la société civile sont des acteurs essentiels. Nous pensons également que les entreprises pionnières en matière de développement durable, c’est-à-dire celles qui vont déjà au-delà des normes environnementales actuelles, ont un rôle très important à jouer. Nous devons veiller à ce qu’elles prennent la parole et montrent aux négociateurs que la durabilité relève d’un argument économique. Il s’agit d’un modèle qui non seulement nous rapproche de nos objectifs climatiques et environnementaux, mais qui est également bénéfique d’un point de vue économique.

Chez #SustainablePublicAffairs, c’est exactement notre manière de procéder: nous sommes la première agence d’affaires publiques de ce type à ne travailler que sur des projets qui ont un impact positif sur l’environnement. Notre mission est d’élever la performance des pionniers de la durabilité au rang de norme en préconisant d’augmenter les ambitions de la politique environnementale.

Nous invitons l’ensemble du secteur des services professionnels à jouer un rôle plus positif et plus conscient. À l’heure actuelle, la plupart des consultants (stratégiques), des cabinets d’audit, des cabinets d’avocats, des conseillers en communication, des conseillers en relations publiques et d’autres professions similaires s’évertuent à travailler sur des projets qui vont à l’encontre de l’accord de Paris. Nous pensons qu’il est très important que ce secteur de services aux entreprises prenne position et choisisse pour qui il travaille: il ne faut pas travailler en tant que «personne morale» pour des causes qu’on ne voudrait pas voir se réaliser en tant que «personne privée».

Nous pensons que si les pionniers de la durabilité et le secteur des services professionnels font entendre leur voix, la présidence de la COP 28 comprendra que le développement durable est une bonne affaire, et que c’est l’avenir. Le moment est venu d’agir et nous devrions prendre le plus de mesures possible. Le temps où nous pouvions nous permettre le luxe de simplement prévoir notre avenir est depuis longtemps révolu. Nous devons commencer à faire des analyses rétrospectives en partant de l’état dans lequel nous voudrions trouver le monde en 2050, et cela signifie malheureusement que nous devons anticiper certaines mesures parmi les plus douloureuses.

Nous ne pouvons y parvenir qu’en étant tous unis.

Cet article a été rédigé lorsque la COP 28 était encore en cours.

NOUVELLES DU CESE



Façonner la finance durable: le programme du CESE pour le règlement régissant la notation ESG

Le CESE a fait connaître son point de vue sur la proposition de l’UE visant à réglementer la notation des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Dans l’avis qu’il a adopté en octobre 2023, le Comité souligne la nécessité d’établir des normes de qualité pour lutter contre l’écoblanchiment, et plaide en faveur de la prise en compte obligatoire de la double importance relative.

La définition des termes «notation ESG» et «fournisseurs de notation ESG» doit être précisée, de manière à écarter certaines activités non commerciales du champ d’application du règlement. Le CESE préconise par ailleurs de créer une agence européenne pour la durabilité.

Les notations ESG permettent de guider les investissements vers des pratiques durables et de favoriser ainsi la transition vers une économie neutre pour le climat. **Krzysztof Balon**, rapporteur du CESE, se félicite de la proposition de la Commission, et insiste sur «la nécessité de fixer des normes rigoureuses, d'assurer la transparence et de prévenir les conflits d'intérêts en vue de renforcer la confiance dans les marchés financiers et de parvenir à une économie neutre pour le climat».

Dans un souci de qualité et de lutte contre l'écoblanchiment, le CESE propose d'introduire un processus d'autorisation et des exigences organisationnelles pour les fournisseurs de notation ESG. Il recommande d'appliquer une norme de «double importance relative», qui oblige les entreprises à rendre compte à la fois des répercussions de la durabilité sur l'entreprise et de l'incidence de leurs activités sur la société et l'environnement. «Cette démarche vise à renforcer la fiabilité des informations en réglementant la concurrence entre fournisseurs», comme l'explique **Andrea Mone**, corapporteur du CESE.

En outre, le CESE suggère d'affiner les «notations ESG» et d'exclure du règlement les évaluations que certains groupes réalisent à des fins non commerciales. Le Comité préconise la création d'une agence européenne pour la durabilité destinée à combler les lacunes du marché en procédant à la notation des PME, des prestataires de services et des entreprises de l'économie sociale. Cette agence restaurerait la confiance des citoyens dans les marchés financiers et faciliterait le règlement de différends, ce qui constitue une priorité pour le CESE. (tk)



#ReskillEU — Les travailleurs des secteurs européens de l'énergie et des transports ont besoin de nouvelles compétences pour faire de la décarbonation une réalité

Tenue le 8 novembre 2023 à Bruxelles, la conférence sur le thème «#ReskillEU — nouveaux emplois pour les secteurs de l'énergie et des transports en Europe», organisée conjointement par la section TEN du CESE et la DG Recherche et innovation de la Commission européenne, a envoyé un signal clair: l'UE doit se doter d'un plan structuré et efficace pour développer les compétences critiques nécessaires à la réalisation des transitions qui s'imposent dans les secteurs de l'énergie et des transports.

Des secteurs propres de l'énergie et des transports nécessitent de toute urgence de nouvelles compétences, connaissances et capacités, et la trajectoire de l'UE vers le zéro émission nette d'ici à 2050 n'aboutira que si elle s'appuie sur une main-d'œuvre dotée des compétences appropriées.

Évoquant l'importance de «nouvelles compétences et connaissances pour une transition écologique et numérique sans heurts dans le secteur des transports et de l'énergie», **Oliver Röpke**, président du CESE, a déclaré: «La priorité accordée à la transition verte et numérique ne doit pas faire oublier le rôle de l'humain dans la réalisation de ces objectifs. Nous devons veiller à ce que tous les membres de la société soient parties prenantes de cette transition.»

Pour faire en sorte que les travailleurs disposent des compétences «nouvelles» requises, l'UE se doit d'agir maintenant, conformément aux objectifs fixés dans la stratégie européenne en matière de compétences à l'horizon 2025 et dans le contexte de l'Année européenne des compétences 2023.

Le secteur européen des énergies renouvelables a actuellement besoin de plus de 1,2 million de travailleurs qualifiés, chiffre qui devrait augmenter chaque année jusqu'en 2050, selon l'Agence internationale pour les énergies renouvelables.

Il en va de même pour le secteur des transports, qui emploie plus de 15 millions de personnes dans l'UE. Celui-ci connaît une transformation rapide, en grande partie sous l'effet conjugué des technologies favorisant l'automatisation, l'électrification et l'écologisation.

«Lorsqu'on se penche sur les secteurs européens de l'énergie et des transports, l'ampleur du défi qui se pose en matière de compétences apparaît dans toute sa clarté», a souligné **Baiba Miltoviča**, présidente de la section TEN, avant d'ajouter: «Nous devons veiller à inscrire le développement des connaissances et des compétences au cœur de nos préoccupations. Cela implique un engagement en faveur de l'apprentissage continu, de la reconversion et du perfectionnement professionnel, afin de pouvoir répondre à l'évolution des demandes.» (mp)



#RareDiseases — L'UE a besoin d'une stratégie pour aider 36 millions de personnes en Europe

Lors de la conférence qu'il a tenue à Bilbao les 10 et 11 octobre 2023, le CESE a adressé un vibrant plaidoyer à l'Union européenne en l'exhortant à lancer un plan d'action européen pour lutter contre les maladies rares.

Le principal objectif en est d'intensifier la coopération entre les systèmes de santé nationaux afin de poser de meilleurs diagnostics et d'améliorer les traitements et les soins offerts aux patients atteints de maladies rares.

Les maladies rares posent un grave problème dans tous les États membres de l'UE; l'Union européenne de la santé, dont la création est en cours, pourrait jouer un rôle clé dans la lutte contre ces maladies.

Dans les faits, les maladies rares sont plus répandues qu'on ne le pense. Les chiffres sont alarmants: l'on recense aujourd'hui plus de 7 000 maladies rares qui touchent 8 % de la population de l'UE, soit environ 36 millions de personnes.

Organisée par la section «Transports, énergie, infrastructures et société de l'information» (TEN), la conférence a réuni 50 orateurs, 45 membres du CESE, la directrice générale de la santé et de la sécurité alimentaire de la Commission européenne, 3 députés au Parlement européen et environ 550 participants venus de toute l'Europe.

«L'union européenne de la santé que nous sommes en train de bâtir doit protéger tous les citoyens et prendre soin d'eux. Nous avons le devoir de soutenir les personnes atteintes de maladies rares et leurs familles. Nos efforts continueront à faire la différence pour tous ceux qui en ont besoin», comme l'a expliqué **Stella Kyriakides**, commissaire européenne à la santé et à la sécurité alimentaire.

«Le fait est que les maladies dites rares ne le sont pas du tout. Il s'agit d'un défi paneuropéen qui appelle une solution paneuropéenne», a précisé **Oliver Röpke**, président du CESE. **Baiba Miltoviča**, présidente de la section TEN, a ajouté quant à elle: «Nous devons nous doter d'un plan d'action qui permette aux patients atteints de maladies rares d'être traités dans l'État membre de l'Union le plus approprié: ils méritent les meilleurs soins, quel que soit l'endroit où ceux-ci sont offerts en Europe.» (mp)



Façonner notre avenir climatique lors de la COP 28: la délégation du CESE

La COP 28 représente un rendez-vous crucial où les nations se retrouvent pour réaffirmer et renforcer leurs engagements en matière de lutte contre le changement climatique. L'accord de Paris, conclu lors de la COP 21, a jeté les bases des efforts collectifs déployés pour limiter le réchauffement planétaire. La COP 28 offre aux pays l'occasion de redéfinir et de renforcer leurs objectifs climatiques, en veillant à ce que ceux-ci tiennent compte des dernières évaluations scientifiques et de l'urgence toujours plus grande de la crise climatique.

La conférence de la COP 28 se tient du 30 novembre au 12 décembre 2023 à Dubaï, aux Émirats arabes unis. Le CESE participe activement aux négociations annuelles.

Lors de la COP 28 seront examinés les résultats du premier bilan mondial de la mise en œuvre de l'accord de Paris. Chaque bilan est le fruit d'un processus bisannuel, répété tous les cinq ans, qui a pour but d'évaluer les progrès accomplis collectivement à l'échelle planétaire en vue d'atteindre les objectifs climatiques fixés. Le premier bilan mondial intervient à mi-parcours de la mise en œuvre du programme de développement durable à l'horizon 2030 et des ODD qu'il prévoit, parmi lesquels l'objectif nº 13 relatif à la lutte contre les changements climatiques.

Dans une lettre adressée aux parties en juillet 2023, la présidence de la COP 28 annonçait que cette édition se concentrerait sur quatre changements de paradigme:

- accélérer la transition énergétique et réduire drastiquement les émissions d'ici 2030;
- transformer le financement de la lutte contre le changement climatique en honorant les promesses antérieures et en jetant les bases d'un nouvel accord sur le financement;
- placer la nature, les populations, les vies et les moyens de subsistance au cœur de l'action climatique;
- se mobiliser pour que cette COP soit la plus inclusive jamais organisée.

La délégation du CESE, qui fait partie de celle de l'UE, bénéficie de la participation d'**Oliver Röpke**, président du CESE, des six membres du groupe ad hoc sur la COP — **Peter Schmidt**, **Isabel Caño Aguilar**, **Josep Puxeu Rocamora**, **Antje Sabine Gerstein**, **Neža Repanšek** et **Arnaud Schwartz** —, ainsi que de **Diandra NÍ Bhuachalla**, déléguée du CESE pour la jeunesse auprès de la COP. (ks)



Évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des ODD: appel à l'action

Dans un monde qui s'efforce de réaliser des progrès durables, il est évident que d'importants défis se posent à mi-parcours du calendrier des objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies. Dans l'avis qu'il a adopté lors de sa session plénière d'octobre, le Comité économique et social européen (CESE) souligne la nécessité pour l'Union européenne (UE) d'adopter une stratégie intégrée et globale, assortie d'objectifs et de plans ambitieux à long terme.

Un récent rapport des Nations unies révèle des tendances alarmantes et indique que seuls 12 % des quelque 140 cibles des ODD sont sur la bonne voie à l'échelle mondiale. Le CESE presse l'UE de prendre un engagement politique durable, prévoyant l'association précoce des parties intéressées et des ressources suffisantes. Le Comité insiste sur le fait que les ODD devraient constituer un engagement au-delà de 2030.

Le CESE souligne qu'il importe que la Commission prenne un engagement politique à long terme, qui se poursuive après son mandat actuel. Cet engagement devrait inclure l'association précoce des parties intéressées, la représentation d'autres institutions et des ressources suffisantes pour garantir une participation inclusive des organisations de la société civile. Le CESE est fermement convaincu que les ODD doivent demeurer un engagement à long terme, même au-delà de 2030.

Maria Nikolopoulou, rapporteure de l'avis, a déclaré: «Nous invitons instamment la Commission à maintenir la mise en œuvre des ODD au premier rang des priorités politiques, même après 2030, et à mettre en place les moyens nécessaires pour préparer une stratégie globale de l'Union pour le prochain mandat.»

Afin d'accélérer les progrès, le CESE recommande de passer d'une approche cloisonnée à une approche globale, en simplifiant les politiques de développement durable. Il est essentiel de mobiliser divers secteurs, notamment la société civile, les secteurs public et privé, le monde universitaire et les organisations de jeunes et de femmes. Le CESE plaide en faveur d'un dialogue structuré avec la société civile associant les entreprises, les syndicats et les organisations de terrain.

«Les ODD restent tout à fait pertinents aujourd'hui. Nous devons continuer à œuvrer en leur faveur ensemble», a fait savoir la corapporteure, **Antje Gerstein**. (ks)



Jamais les Balkans occidentaux n’ont été aussi proches de l’adhésion à l’UE

Les 19 et 20 octobre 2023, le CESE a tenu son Forum de la société civile des Balkans occidentaux, relançant la dynamique d’adhésion de la région à l’UE, eu égard à la situation géopolitique actuelle, et signalant un engagement clair des dirigeants de l’UE en faveur de la politique d’élargissement.

Les représentants des organisations de la société civile ont souligné la nécessité d’accroître les efforts de renforcement et de protection de l’espace civique afin de faciliter les réformes socio-économiques essentielles nécessaires à l’intégration dans l’Union.

Le Forum s’est tenu à Thessalonique, en Grèce, en coopération avec la Commission européenne, la Fondation européenne pour la formation, le Conseil de coopération régionale et le Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (Cedefop).

Ouvrant le forum, **Oliver Röpke**, président du CESE, a déclaré: «Le CESE fait partie intégrante du processus d’élargissement de l’UE et je suis fier de voir que notre soutien franchit un nouveau palier aujourd’hui. Il y a quelques semaines seulement, le CESE a pris la décision historique d’ouvrir ses portes aux pays candidats à l’adhésion, en nommant des membres des pays candidats à l’élargissement.»

Dubravka Šuica, vice-présidente de la Commission européenne chargée de la démocratie et de la démographie, s’est quant à elle exprimée comme suit: «Je voudrais dire aux pays des Balkans occidentaux que notre présent et notre avenir sont intimement liés. Je salue l’initiative du CESE concernant l’inclusion de membres des pays candidats à l’élargissement dans ses travaux consultatifs. Le CESE est le premier des organes de l’Union européenne à accomplir une telle démarche.»

Les intervenants, issus de diverses ONG et organisations de la société civile de tous les pays des Balkans occidentaux, ont évoqué les défis auxquels ces dernières sont confrontées, tels que les consultations sporadiques, le déclin notable de la coopération avec les gouvernements, ainsi que la participation limitée au processus de suivi et de mise en œuvre des politiques européennes.

Le Forum a débattu de l’état du système éducatif, de la politique de la jeunesse et du développement des compétences dans les Balkans occidentaux, y compris l’éducation des adultes, l’apprentissage tout au long de la vie, ou encore l’enseignement et la formation professionnels.

Enfin, la troisième séance du forum a été consacrée à la contribution de la société civile à la mise en œuvre du programme en matière d’environnement pour les Balkans occidentaux.

La déclaration adoptée à cette occasion marque une étape vers le sommet UE-Balkans occidentaux qui se tiendra en décembre. (at)



Eau: l’inaction est-elle une option? Le CESE présente un plan d’action pour un pacte bleu de l’UE

Le 26 octobre, le Comité économique et social européen (CESE) a dévoilé son plan pour une stratégie globale de l’UE dans le domaine de l’eau. Le CESE montre la voie en tant que première institution européenne à prendre des mesures concrètes pour faire face à la crise de l’eau. Ses propositions incluent un étiquetage relatif à la consommation en eau, un fonds pour une transition bleue, la conditionnalité des questions liées à l’eau dans l’ensemble des fonds de l’Union et la désignation d’un commissaire européen spécifiquement chargé de l’eau.

On estime que le coût de l’inaction dans le domaine de l’eau pourrait représenter jusqu’à cinq fois le coût de l’action, ce qui pénalise lourdement les entreprises sur le plan financier. L’Europe a une occasion unique de transformer les défis liés à l’eau en de nouvelles possibilités de développement technologique, de progrès sociétal et de croissance des entreprises. Toutefois, l’approche fragmentaire actuelle ne permet pas de relever de front les défis de la rareté de l’eau, de la pollution et du changement climatique.

Oliver Röpke, président du CESE, a présenté une déclaration politique comportant une série de principes et d’actions concrètes pour faire du pacte bleu une réalité. «L’eau est la priorité des priorités», a déclaré M. Röpke: «Nous devons tirer les leçons des erreurs commises en matière de climat, d’énergie et de matières premières critiques, et adopter une stratégie autonome pour l’eau qui soit sur un pied d’égalité avec le pacte vert pour l’Europe.»

Pernille Weiss, députée au Parlement européen, s’est jointe à cet appel à l’action, en soulignant la nécessité pour l’Union de parvenir à une véritable résilience dans le domaine de l’eau.
Virginijus Sinkevičius, commissaire européen chargé de l’environnement, des océans et de la pêche, a salué lui aussi l’initiative du CESE dans le domaine de l’eau, car elle place les questions de la gestion de l’eau douce au premier plan de l’agenda européen.

Dans la perspective de l’initiative de la Commission européenne sur la résilience en matière d’eau, prévue en 2024, le CESE entend intensifier la pression sur les institutions européennes et les États membres en faveur d’une stratégie intégrée de l’eau. Il travaillera également sur des avis supplémentaires portant sur des aspects spécifiques du pacte bleu.

Mariana Mazzucato, coprésidente de la commission mondiale sur l’économie de l’eau, a prévenu qu’ignorer la crise de l’eau nous empêchait de progresser dans la lutte contre le changement climatique et dans la réalisation des objectifs de développement durable. **Pedro Arrojo-Agudo**, rapporteur spécial des Nations unies, a insisté quant à lui sur le fait que l’eau est un bien commun, qui exige une gouvernance démocratique fondée sur la durabilité et les droits de l’homme.

Le Comité souligne le rôle que doit jouer l’UE pour faire face à la crise mondiale de l’eau, et prévoit de plaider en faveur d’une action internationale sur les questions liées à l’eau lors de la COP 28 en décembre. (gb)



La société civile mise sous pression en Europe — enseignements du dernier rapport sur l'état de droit

Un nouveau rapport émis par le groupe «Droits fondamentaux et état de droit» (DFED) du Comité économique et social européen (CESE) souligne les défis croissants auxquels sont confrontées les organisations de la société civile en Europe. Le rapport a été dévoilé le 7 novembre lors de la conférence du groupe DFED consacrée à la situation de l'état de droit et à son incidence sur l'espace civique.

S'appuyant sur le rapport du groupe DFED et le rapport 2023 de la Commission européenne sur l'état de droit, la quatrième conférence annuelle du CESE sur les droits fondamentaux et l'état de droit s'est penchée sur les nouvelles tendances et les défis qui se font jour, ainsi que sur le rôle indispensable que joue la société civile lorsqu'il s'agit de surveiller et de faire respecter l'état de droit.

Le président **Oliver Röpke** a souligné que la défense de la liberté, de la démocratie et des droits de l'homme était primordiale, et proposé la création d'un Forum de la société civile sur les droits fondamentaux et l'état de droit. **Didier Reynders**, commissaire européen à la justice, a signalé le rôle central de la société civile dans la défense de l'état de droit, exhortant à la protéger, à la soutenir et à lui donner les moyens d'agir.

La quatrième édition du rapport de la Commission sur l'état de droit a été adoptée en juillet 2023. À l'instar de l'édition 2022, le rapport contient des recommandations spécifiques adressées à chaque État membre. Cette année, il évalue en outre les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations de l'année précédente, la Commission estimant qu'environ deux tiers d'entre elles ont été entièrement ou partiellement prises en compte.

Au cours de la conférence, le groupe DFED du CESE a présenté le rapport qu'il a établi sur la base de visites effectuées en 2022 en Grèce, en Finlande, au Portugal, en Slovaquie, en Slovénie et en Suède. Le rapport révèle qu'aucun État membre n'est épargné par les difficultés, et il recense les tendances qui se dégagent en matière de droits fondamentaux et d'état de droit en Europe, ainsi que les menaces pressantes dans ces domaines. Parmi ces défis figurent les obstacles rencontrés par les organisations de la société civile dans la recherche de financements, les mutations socio-économiques dans le secteur des médias, ainsi que les problèmes persistants liés à la lenteur de la justice, toutes ces difficultés se manifestant clairement dans plusieurs pays d'Europe.

Paul Soete, président du groupe DFED, plaide en faveur d'un soutien accru aux niveaux national et européen en vue de préserver l'espace civique et la démocratie dans son ensemble. (gb)



Le CESE a participé au Comité des Nations unies sur la sécurité alimentaire mondiale

Peter Schmidt, Andreas Thurner, Piroska Kállay et Maurizio Reale , membres du CESE, ont assisté à la 51e session plénière du Comité des Nations unies sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA), qui s'est tenue à Rome. La sécurité alimentaire mondiale est une préoccupation majeure qui transcende les frontières et a une incidence sur le bien-être de milliards de personnes et la stabilité des nations. La population mondiale ne cesse de croître et le changement climatique pose des défis sans précédent à l'agriculture, de sorte que la sécurité alimentaire est devenue une priorité absolue.

Le CESE a demandé la mise en place d'un Conseil européen de la politique alimentaire afin de garantir que l'élaboration des politiques fasse l'objet d'une approche participative, et il a instamment invité les participants à prendre les mesures qui s'imposent pour contrôler la spéculation alimentaire. (ks)



Paquet pharmaceutique: l'Union européenne doit devenir plus stratégique

La mise à jour attendue depuis longtemps de la législation pharmaceutique européenne présente des avantages potentiels pour les Européens, mais elle devrait mieux tenir compte de l'autonomie stratégique.

Le CESE juge bienvenue la proposition de refonte de la réglementation européenne concernant le secteur pharmaceutique, tout en considérant que celle-ci devrait mettre davantage l'accent sur des préoccupations sociales et géopolitiques plus larges, et veiller dans le même temps à ce que l'industrie reste compétitive et attire les investissements.

«Nous devons parvenir à une autonomie stratégique et, pour ce faire, garantir la sécurité de l'approvisionnement. Des incitations administratives et financières doivent être élaborées», déclare **Martin Schaffenrath**, rapporteur de l'avis du CESE sur la proposition de la Commission. *«Nous avons besoin d'investissements dans ce secteur, nous avons besoin d'un soutien durable dans ce domaine, et enfin, nous devons ramener la production en Europe»*.

L'industrie pharmaceutique est un acteur économique de premier plan dans l'Union, qui emploie 840 000 personnes directement, et trois fois plus indirectement. En 2021, l'industrie a investi 41 milliards d'euros dans la recherche et l'innovation. L'avis indique clairement que le soutien au secteur, en tant que pierre angulaire de l'économie européenne, devrait être au cœur de l'approche à long terme de l'Union.

Pour réduire la dépendance à l'égard de l'étranger, le CESE soutient les mesures d'incitation en faveur des fabricants de médicaments européens et plaide pour la relocalisation de la production depuis des pays tiers.

Il propose aussi la création d'une réserve européenne de médicaments d'importance stratégique en cas d'imprévus. Soulignant le principe d'autonomie stratégique équitable, le CESE recommande d'étendre les achats conjoints de médicaments au niveau de l'Union, en citant l'exemple réussi de l'achat de vaccins contre la COVID-19.

En insistant sur l'importance sociale de la révision de la réglementation, l'avis propose un fonds spécial au niveau de l'Union pour les maladies rares, garantissant l'accès aux traitements pour tous les patients européens et atténuant les disparités en matière de santé entre les États membres, en particulier lorsque l'assurance maladie obligatoire ne couvre pas la totalité des coûts des traitements. (dm)



La responsabilité moderne des entreprises peut constituer un moteur pour stimuler la transition

Les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) ont besoin d'un soutien plus efficace et mieux structuré pour assurer la transition vers des pratiques respectueuses du développement durable.

Dans un de ses avis d'initiative, le CESE attire l'attention sur la notion de responsabilité moderne des entreprises, le rôle que jouent les MPME pour promouvoir ses principes et la nécessaire création par le législateur d'un environnement propice permettant aux MPME de les adopter pleinement.

Le CESE définit la responsabilité moderne des entreprises comme une approche de la durabilité économique, sociale et environnementale proactive, reposant sur une base volontaire et allant au-delà de leurs obligations légales. L'avis met l'accent sur les difficultés que rencontrent les MPME dans leurs efforts visant à adopter ces pratiques. Pour y remédier, le CESE recommande aux MPME de former des alliances et d'encourager les aptitudes et compétences essentielles à cette transition. La coopération entre organisations d'employeurs, syndicats, chambres professionnelles, associations et société civile est essentielle pour relever ces défis d'une manière collective.

Insistant sur l'importance d'une approche générale et pragmatique, le CESE reconnaît la diversité des MPME et rejette toute solution universelle. **Ferre Wyckmans** et **Milena Angelova**, les rapporteurs de l'avis, soulignent la nécessité de mener une réflexion proactive, ce qui requiert le soutien des partenaires sociaux et des décideurs politiques.

Le CESE soutient la mise en place d'un cadre d'action favorable qui évite de complexifier les exigences et garantisse que les ressources se concentrent sur les mesures de terrain en matière de responsabilité des entreprises. L'avis plaide pour que des outils pratiques tels que des listes de contrôle, des modèles et des calculateurs ainsi que l'analyse d'autres scénarios soient mis au point afin que les MPME puissent les utiliser pour renforcer leurs opérations et faire rapport de leurs engagements et réalisations en matière de responsabilité moderne des entreprises.

Rudolf Kolbe, également rapporteur de l'avis, insiste sur la prise en compte de la responsabilité dans tous les processus d'entreprise, l'extension de ce concept aux travailleurs non salariés ainsi que le perfectionnement professionnel continu.

Le Comité indique clairement que la notion de responsabilité des entreprises évolue avec le temps, ce qui garantit une gestion proactive et prospective des évolutions numériques, écologiques et démographiques à long terme tout en renforçant la résilience pendant les crises. (dm)



Plans nationaux pour la reprise et la résilience: malgré des investissements sociaux à la hausse, il reste de nombreuses améliorations à apporter

Le CESE a organisé, le 8 décembre à Bruxelles, une conférence consacrée à la dimension sociale des plans nationaux pour la reprise et la résilience (PNRR) financés par la facilité pour la reprise et la résilience (FRR), le principal instrument financier de l'UE.

La FRR vise à promouvoir la cohésion sociale et à atténuer les conséquences sociales de la pandémie. Cependant, les PNRR connaissent toujours un certain nombre de défaillances parmi lesquelles des investissements inégaux consacrés aux programmes sociaux dans les différents États membres, une consultation insuffisante des partenaires sociaux ou encore la faible intégration de la dimension de genre.

Oliver Röpke, président du CESE, a souligné la nécessité de se doter de nouvelles mesures pour remédier aux déséquilibres entre les programmes sociaux financés par l'UE, notamment en matière de logement, de formation et d'éducation. **Evelyn Regner**, vice-présidente du Parlement européen, a mis en exergue l'inégale dimension sociale des PNRR en insistant sur l'efficacité des mécanismes qui reposent sur différents paliers dans les pays qui bénéficient d'une solide participation des partenaires sociaux.

Nicolas Schmit, commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux, a suggéré qu'il soit envisagé d'investir les fonds non alloués au titre de la FRR dans le logement, rappelant que si la FRR a permis d'accroître la capacité d'investissement social au sein de l'UE, les États membres sont confrontés à des problèmes de logement qui nécessitent des mesures d'urgence.

Les participants à la conférence ont déploré l'insuffisance des dispositions relatives à l'égalité entre les hommes et les femmes, qui marque un recul par rapport aux engagements de l'Union dans ce domaine. Tout en reconnaissant que les projets en cours dans certains États membres pouvaient renforcer l'égalité entre les hommes et les femmes sur le long terme, les participants au débat on insisté sur la nécessité d'adopter une approche plus solide et complète afin de mettre en œuvre la dimension sociale et l'égalité entre les hommes et les femmes dans le cadre des PNRR.

Divers aspects de ces plans ont été évoqués lors de la conférence, y compris la cohésion sociale et la dimension de la jeunesse, avec un accent tout particulier mis sur les dispositions des PNRR dans le domaine de l'éducation destinées aux jeunes. Les participants ont souligné la nécessité de mettre en place des stratégies plus globales pour faciliter le passage de l'enseignement au monde du travail et ont souligné

l’importance de fournir aux jeunes une plateforme leur permettant de prendre activement part aux décisions qui façonnent leur avenir. (ll)



Au sein de l’union européenne, l’égalité entre les femmes et les hommes progresse, mais toujours à pas de tortue

Malgré plusieurs avancées récentes et les niveaux records atteints cette année par l’indice d’égalité de genre de l’UE, le chemin est encore long avant que les femmes ne bénéficient des mêmes droits que les hommes dans de nombreux domaines.

Le 25 octobre, le Comité économique et social européen (CESE) a tenu un débat sur l’égalité de genre à l’occasion de la Semaine de l’égalité entre les hommes et les femmes, une manifestation organisée chaque année par le Parlement afin de mettre en avant les efforts que l’Union déploie en permanence pour accorder aux femmes une place centrale dans la législation.

Si des progrès ont été réalisés, ils s’avèrent loin d’être satisfaisants. En 2023, l’indice d’égalité de genre de l’UE a connu la plus forte progression annuelle de son histoire, portant le score de l’Union à 70,2 points, comme l’a annoncé cette semaine l’Institut européen pour l’égalité entre les hommes et les femmes (EIGE).

Evelyn Regner, vice-présidente du Parlement européen, a souligné la persistance de la ségrégation au sein du marché du travail puisque les femmes restent concentrées dans les secteurs les moins rémunérateurs et les hommes dans ceux qui sont mieux rémunérés. Elle a souligné combien il est urgent de lutter contre les inégalités entre les hommes et les femmes, en particulier en promouvant l’égalité des chances en matière d’emploi. **Helena Dalli**, commissaire chargée de l’égalité, a mis en exergue les efforts déployés par l’UE depuis quatre ans pour protéger les droits des femmes, et notamment la proposition législative concernant la discrimination salariale et la représentation des femmes au sein des conseils d’administration des entreprises.

Oliver Röpke, président du CESE, a réaffirmé l’engagement du Comité en faveur de l’intégration du principe d’égalité de genre dans l’ensemble des travaux politiques et a encouragé la présence de femmes aux postes de direction au sein du CESE. Le CESE prendra part à la Semaine de l’égalité entre les hommes et les femmes et organisera plusieurs débats sur l’égalité de genre, consacrés notamment aux effets de la crise climatique sur cette égalité, à la violence à l’égard des femmes et à l’accès inégal des hommes et des femmes aux marchés financiers. (ll)



«Connecter l’UE» 2023: la désinformation et le manque d’intérêt sont les principales raisons du faible taux de participation aux élections européennes

Les effets de la désinformation sur les élections au Parlement européen de 2024 et les moyens de rendre plus efficace le rôle joué par la société civile pour promouvoir ce scrutin, avec un accent particulier sur les jeunes: tels étaient les principaux sujets abordés lors du séminaire sur le thème «Les élections européennes de 2024: pourquoi voter?» organisé les 23 et 24 novembre à Bratislava par le CESE.

Cette manifestation a été organisée par l’Autorité européenne du travail en partenariat avec le Conseil économique et social slovaque et avec le soutien du Bureau de liaison du Parlement européen à Bratislava. Elle a rassemblé plus de 130 personnes, parmi lesquelles des membres du CESE, des responsables de la communication et attachés de presse d’organisations de la société civile, des journalistes et des représentants des conseils économiques et sociaux de sept États membres.

Les discussions se sont étalées sur deux jours et ont révélé que pour une véritable efficacité des campagnes visant à stimuler la participation électorale, il importe que les Européens soient conscients des conséquences des décisions de l’UE sur leur vie. Les messages doivent être spécifiquement adaptés à chaque pays de l’Union, et il faut remédier d’urgence aux obstacles qui empêchent les jeunes d’entrer en politique.

Pour encourager les citoyens à aller voter en grand nombre, il est indispensable de mener une lutte efficace contre la désinformation et de promouvoir une communication claire et décisive sur les enjeux du scrutin, afin que les électeurs soient convaincus de l’engagement des responsables politiques qui les représenteront au sein de l’UE.

Oliver Röpke, président du CESE, a ouvert le séminaire en déclarant: «Le succès des élections de 2024 dépend de notre collaboration à tous, c’est-à-dire les institutions européennes, les médias et les spécialistes de la communication, en vue de sensibiliser le public pour lutter contre la désinformation, et surtout, rapprocher l’Europe de ses citoyens. Le plus important est de faire comprendre aux citoyens que ces élections les concernent eux.»

M. Röpke et la délégation du CESE ont également visité le Centre d’investigation Ján Kuciak et rendu hommage au journaliste dont il porte le nom, assassiné en 2018 après avoir mis en lumière des cas de grande corruption dans son pays. (ll)





Projection du film «Until the last drop» («Jusqu'à la dernière goutte»), en présence de la réalisatrice polonaise Ewa Ewart

Le Comité économique et social européen a organisé une projection du film «Until the last drop», qui traite de l'aggravation de la crise de l'eau douce, en présence de sa réalisatrice, Ewa Ewart, de nationalité polonaise. Cette projection s'inscrivait dans le cadre d'une série de manifestations du CESE sur le thème des ressources hydriques, dont le point d'orgue a été la conférence intitulée «Appel à un "pacte bleu" pour l'UE», au cours de laquelle le Comité a dévoilé sa stratégie de l'Union au sujet de l'eau.

«L'eau, c'est la vie. Protégeons-la et prenons en soin. Sans eau, pas de vie sur cette planète», a martelé **Ewa Ewart**, pour introduire la projection de son documentaire sur l'eau, le 24 octobre dernier à Bruxelles.

Le président du CESE, **Oliver Röpke**, a ouvert la manifestation, à laquelle participaient également **Laurențiu Plosceanu**, vice-président du Comité, et **Pietro De Lotto**, membre du Comité et chef de file de l'initiative du CESE en faveur d'un «pacte bleu». Ce sont plus de cent invités qui ont assisté à la projection, notamment des membres du CESE, des représentants de l'Union européenne et des journalistes.

Les films d'Ewa Ewart portent généralement sur des questions difficiles et sensibles. Elle raconte des histoires sur la frontière entre la vie et la mort. Ses films parlent de gens et de guerres. «Until the last drop» est aussi un film de guerre, se plaît-elle à dire.

Selon elle, «il raconte l'histoire d'une guerre différente, la plus stupide de toutes. Celle que l'homme a déclarée à l'eau, source de vie, au nom du progrès. Mais aussi celle de l'espoir que nous pouvons trouver en accordant de l'attention à nos fleuves, la principale source d'eau douce et propre dont nous avons besoin. Chaque jour qui passe, de plus en plus de personnes prennent conscience que nous n'avons plus beaucoup de temps avant qu'il ne soit trop tard pour changer notre manière de gérer l'eau, notre ressource la plus précieuse». (rédactrice en chef)



Le CESE célèbre son 65e anniversaire

Pour célébrer son 65e anniversaire, le CESE tiendra un débat réunissant d'éminents orateurs et des représentants de haut niveau.

Intitulé «EESC@65: Donner les moyens d'agir à la société civile, défendre la démocratie», ce débat se tiendra au cours de la session plénière du CESE, le mercredi 13 décembre 2023, à 17 h 30. Il sera retransmis en ligne sur le site internet officiel du CESE.

NOUVELLES DES GROUPES



Ce dont les PME européennes ont besoin

Par Stefano Mallia (président du groupe des employeurs du CESE), Gerardo Cuerva (président de la CEPYME) et Petri Salminen (président de SMEunited)

Ces dernières années, les micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) ont été confrontées aux plus grandes crises mondiales depuis la Seconde Guerre mondiale, mais elles ont néanmoins fait preuve de résilience. L'Europe ne peut se permettre que ses PME ne soient pas en mesure de faire face aux transformations en cours. Nous avons décrit ci-dessous les principales difficultés des PME européennes.

L'avalanche réglementaire pèse sur les PME. Pour cette raison, nous demandons à l'UE de donner suite à l'engagement, pris dans le cadre du train de mesures de soutien aux PME, de mettre en place des mesures visant à faire en sorte que la législation tienne compte des besoins et des spécificités des petites entreprises.

L'accès aux compétences constitue un autre défi de taille pour les PME européennes. En effet, en raison de l'évolution démographique, elles font face à d'énormes difficultés pour recruter du personnel. Pour y remédier, il y a lieu de mettre en œuvre des mesures dans tous les domaines.

Faciliter l'accès au financement est un troisième défi pour les années à venir. Le relever implique de faciliter l'accès des PME européennes à des systèmes de financement alternatifs et aux marchés, et d'établir des réglementations qui encouragent les investissements dans les petites entreprises, ainsi que de lutter contre le fléau des retards de paiement.

Faciliter les transitions numérique et écologique pour les entreprises constitue un défi majeur qui ne saurait être relevé sans le concours des PME européennes. Aussi les institutions de l'Union doivent-elles associer les PME à ces processus et les encourager à jouer un rôle de premier plan.

Nous préconisons également de procéder à une réévaluation de l'état d'avancement de la réalisation des objectifs définis par le pacte vert. Nous estimons qu'un tel exercice est nécessaire pour s'assurer que les objectifs fixés sont effectivement réalisables et, lorsqu'ils ne le sont pas, pour engager des discussions avec les entreprises privées afin d'arrêter de nouveaux objectifs dans des délais réalistes.

Aucun des éléments qui précèdent ne sera réalisable sans un cadre économique stable qui apporte la sécurité. Alors que les équilibres économiques et commerciaux continuent de changer et que l'Europe est confrontée à de sérieux défis en matière de compétitivité, nous devons créer un marché unique qui

permette aux PME d'exploiter pleinement leur potentiel.

Pour lire l'article dans son intégralité, cliquez ICI.



Compétitivité durable: le point de vue des travailleurs

Par le groupe des travailleurs du CESE

La compétitivité durable peut être perçue comme la nouvelle expression à la mode à Bruxelles. Pourtant, c'est loin d'être le cas. La compétitivité est généralement considérée comme le cheval de bataille des employeurs, qui réclament un environnement favorable à la prospérité des entreprises. Il va sans dire que les travailleurs aspirent, eux aussi, à des entreprises prospères.

Quelle est alors la place de la durabilité? Il existe de multiples façons d'acquérir un avantage concurrentiel: une entreprise peut se montrer plus efficace, innover dans ses méthodes de production, participer à la conception de technologies plus performantes, former son personnel ou en améliorer les conditions de travail. Mais elle peut aussi surpasser ses concurrents en exploitant les lacunes de la législation, en polluant l'environnement ou en trouvant des moyens de payer moins ses employés — l'économie de plateforme, ça vous dit quelque chose?

La compétitivité durable constitue donc une priorité essentielle pour les travailleurs et les citoyens dans leur ensemble, car elle garantit que la compétitivité s'inscrit dans un processus visant à améliorer la société, plutôt qu'à la niveler par le bas. Elle est préférable pour tout le monde à long terme, car chacun de nous a besoin — jusqu'à présent — d'une planète où vivre. Enfin, elle répond aussi aux intérêts des employeurs, non seulement en les aidant à garantir une stabilité environnementale et sociale, mais aussi en encourageant une concurrence loyale et en respectant le travail accompli par les entreprises honnêtes.



Pacte vert pour l'Europe: le CESE accueille le premier dialogue écologique mené par Maroš Šefčovi?

Par le groupe des organisations de la société civile du CESE

Maroš Šefčovič, vice-président exécutif de la Commission européenne, a choisi notre conférence sur le thème «Donner aux consommateurs les moyens d'agir face au changement climatique» pour y tenir son premier dialogue écologique, dont il a annoncé le lancement lors de l'audition menée en octobre par la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire du Parlement européen, dans le cadre de sa nomination en tant que commissaire européen chargé du pacte vert.

La conférence organisée par le groupe des organisations de la société civile a attiré quelque 140 personnes, dont des représentants d'organisations de la société civile nationales et européennes ainsi que des décideurs politiques européens. Cette manifestation a notamment offert l'occasion de présenter une étude commandée par le CESE sur le coût du changement climatique pour les ménages et les familles dans l'UE. Elle a également mis en lumière le rôle joué par les consommateurs et la nécessité de réaliser une transition écologique qui soit durable et inclusive sur les plans environnemental, social et économique, ce qui requiert de mener des politiques ciblées et d'assurer une coopération entre toutes les parties prenantes.

Séamus Boland, président du groupe des organisations de la société civile, a ouvert la manifestation en déclarant que son groupe avait salué l'annonce faite par M. Šefčovič concernant les dialogues écologiques: «Nous sommes très honorés que vous ayez choisi notre conférence pour y tenir votre premier dialogue écologique.»

M. Šefčovič a indiqué qu'il prévoyait d'organiser régulièrement des dialogues écologiques afin de nourrir et renforcer le soutien du public au pacte vert pour l'Europe. «Nous voulons montrer que nous ne nous contentons pas d'apporter des solutions juridiques, mais que nous sommes aussi à l'écoute et attentifs, et que nous avons toujours la volonté de collaborer avec les parties prenantes pour trouver des solutions équilibrées. Ces solutions nous aideront à lutter contre le changement climatique, à assumer notre responsabilité sociale et à contribuer à la création d'emplois de qualité en Europe. Votre Comité, et notamment votre groupe, offre un formidable forum pour ces dialogues.»

Lire ici pour en savoir plus sur ces discussions. Les conclusions et recommandations de la conférence sont disponibles sur le site web du CESE.

JE VAIS VOTER. ET VOUS?



6-9 juin 2024: élections européennes. Je vais voter. Et vous?

Notre CESE info compte une nouvelle rubrique intitulée «Je vais voter. Et vous?», qui présentera de décembre, 2023 à juin 2024, l'avis de nos orateurs invités sur le thème suivant: comment et pourquoi participer aux élections européennes? Notre premier invité est Robert Sermek, chef du bureau de liaison du Parlement européen en Slovaquie.

Responsable d'une équipe de sept personnes, Robert Sermek est chargé de mettre en œuvre les stratégies de communication du Parlement au niveau national et de rapprocher les travaux du Parlement et de ses députés des citoyens slovaques. Il travaille au Parlement européen depuis 2007. Il a été chef de projet pour les produits audiovisuels dans le cadre des campagnes de communication à l'échelle de l'Union avant les élections européennes de 2014 et de 2019, et coordinateur éditorial pour les services audiovisuels du

Parlement. Avant de rejoindre l'administration de l'Union, il a travaillé en tant que journaliste et a été correspondant à Bruxelles de l'agence de presse slovaque TASR, puis d'une radio slovaque, pour lesquelles il a couvert une période cruciale des négociations d'adhésion de la Slovaquie avec l'UE et l'OTAN.



«Élections européennes de 2024: pourquoi vous devez absolument voter»

Par Robert Sermek

L'année prochaine, entre le 6 et le 9 juin, plus de 400 millions de citoyens de l'Union auront l'occasion d'élire les députés au Parlement européen et d'orienter ainsi l'avenir de l'Union européenne. Toutefois, cet exercice démocratique unique en son genre est souvent présenté comme moins important que les autres élections.

J'ai récemment eu le privilège de participer à un séminaire de communication consacré aux élections européennes de 2024, organisé par le Comité économique et social européen. Il s'est tenu à Bratislava, en Slovaquie, et le choix du lieu n'était pas dû au hasard. En effet, la Slovaquie est le pays de l'Union qui affiche le plus faible taux de participation à ces élections.

Le séminaire avait pour objectif de répondre à une question très simple: pourquoi voter aux élections européennes? Je commencerais par inverser la question: pourquoi ne voterait-on pas? Voter est toujours important, que ce soit au niveau local, national ou européen. C'est une excellente occasion de s'exprimer sur les sujets qui nous touchent.

En juin 2024, nous élirons 720 députés au Parlement européen. Ces 720 élus codécideront de la législation de l'Union pour les cinq prochaines années. C'est-à-dire qu'ils prendront des décisions sur les lois européennes qui ont une incidence directe sur notre vie quotidienne dans pratiquement tous les domaines, depuis l'environnement, la sécurité et l'immigration jusqu'aux droits des consommateurs et à l'économie. Tout le monde n'est pas nécessairement d'accord avec toutes les décisions prises au niveau de l'Union, mais ces décisions ont une incidence réelle sur notre vie. Comprendre quelle peut être cette incidence met en lumière l'importance de voter et de s'exprimer, et éclaire le fait que si on ne vote pas, cela signifie concrètement que nous laissons quelqu'un d'autre décider à notre place.

Concernant les élections européennes, un autre aspect sous-estimé est leur impact sur la future gouvernance d'ensemble de l'Union et la composition de ses institutions.

Après les élections de juin, les chefs d'État et de gouvernement devront nommer le prochain président de la Commission. Pour ce faire, ils devront respecter le résultat des élections et désigner un candidat du parti politique victorieux. Le Parlement nouvellement constitué élira ensuite le président de la Commission, opération dont le résultat ne peut être considéré comme acquis: en 2019, Ursula von der Leyen a été élue à une très courte majorité. De plus, les députés européens passeront au grill chaque candidat au poste de commissaire lors d'une audition publique de trois heures avant d'élire l'ensemble du collège des commissaires à l'automne 2024. Ainsi, il apparaît que notre vote a un impact évident sur la forme que prendra le paysage institutionnel de l'Union, dépassant largement la simple composition du Parlement européen.

Mais comment convaincre nos concitoyens? Les services de communication du Parlement européen «font campagne» depuis le début de l'année 2023. La première phase de notre campagne de communication, neutre sur le plan politique et impartiale, a été consacrée aux résultats concrets: ce que l'Union a fait en faveur de ses citoyens et quel impact elle a eu sur leur vie au cours des quatre dernières années. Les semaines qui viennent, nous allons progressivement passer à l'argumentaire sur la démocratie, pour insister sur l'importance de voter.

Bien évidemment, le Parlement européen ne peut à lui seul venir à bout de la tâche. Nous travaillons avec nos bénévoles et nos citoyens actifs qui se sont affiliés à notre communauté «ensemble.eu», et je vous invite tous à prendre connaissance de cette initiative et à vous inscrire. Vous pouvez souscrire en tant que particulier ou qu'organisation de la société civile.

Nous devons pouvoir compter sur le maximum de partenaires possible, y compris issus du Comité économique et social européen. Nous avons besoin d'organisations de la société civile, de syndicats, de groupes d'intérêt social et d'associations professionnelles. Ensemble, vous représentez ou pouvez toucher plus de 90 millions d'Européens, ce qui représente un nombre de votants potentiels massif. Je crois sincèrement que nos messages préélectoraux peuvent atteindre ces électeurs grâce à votre aide et à votre coopération.

Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)
Daniela Marangoni (dm)
Laura Lui (ll)

Contributeurs à la présente édition

Christian Weger (cw)
Daniela Marangoni (dm)
Daniela Vincenti (dv)
Ewa Haczyk-Plumley (ehp)
Giorgia Battiato (gb)
Jasmin Kloetzing (jk)
Katerina Serifi (ks)
Katharina Radler (kr)
Laura Lui (ll)
Marco Pezzani (mp)
Margarita Gavanas (mg)
Margarida Reis (mr)
Millie Tsoumani (mt)
Pablo Ribera Paya (prp)
Thomas Kersten (tk)

Coordination

Agata Berdys (ab)
Giorgia Battiato (gb)

Technical support
Bernhard Knoblach (bk)
Joris Vanderlinden (jv)

Adresse

Comité économique et social européen
Jacques Delors Building,
99 Rue Belliard,
B-1040 Brussels, Belgium
Tél. +32 25469476
Adresse électronique: eescinfo@eesc.europa.eu

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité. Il est disponible en 23 langues.
CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.
La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source (CESE info) et d'envoyer un lien au rédacteur en chef.

11/2023